



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Tour de passe-passe

Le gouvernement vient de présenter son projet de Loi d'orientation agricole. Lors des dernières manifestations paysannes, la question du revenu et le refus des politiques de libre échange ont souvent été au centre des revendications. Le pouvoir n'en a nullement tenu compte ! On aurait pu espérer que le pouvoir en tire quelques leçons. Que nenni ! Aucune perspective d'avancée sur des prix garantis par filière, pas la moindre remise en cause des dogmes libéraux, ni la moindre velléité de régulation du secteur.

A contrario, ce projet de loi est porteur d'une fuite en avant productiviste : accélération des procédures pour la création de méga-bassines ou de fermes-usines, détricotage des sanctions aux atteintes à l'environnement, menaces sur la préservation des haies... S'y ajoutent la récente dérogation autorisant les betteraviers à plus que doubler les traitements insecticides et la tentative (heureusement avortée) des députés macronistes de faire barrage à la proposition de loi des écologistes instituant des prix planchers des produits agricoles.

On mesure à quel point ce gouvernement agit au service de l'agrobusiness, tout en se drapant dans un discours de souveraineté alimentaire, notion qu'il a vidée de sa substance. Dans ce domaine comme ailleurs, le double langage du pouvoir ne peut plus faire illusion.

CHOC DES SAVOIRS : ÉCOLE EN ÉBULLITION !

Une volonté : détruire le collège unique !

Le « choc des savoirs » du gouvernement Macron-Attal vise à détruire le collège unique : Il prévoit, dès la rentrée 2024, sur la base d'évaluations nationales faites en primaire et au début du collège, de trier et répartir en Maths et Français tous les élèves de 6^{ème} et de 5^{ème} (en 2025 pour les élèves de 4^{ème} et 3^{ème}) dans 3 groupes « en fonction de leurs besoins » : celui des « forts, des « moyens » et celui des « faibles ». En juin 2025, le brevet des collèges deviendra obligatoire pour accéder au lycée (général, technologique ou professionnel). Les élèves qui n'auront pas le brevet seront scolarisés dans une classe prépa lycée au moins 1 an.



Ces mesures sont prises dans un contexte de réduction drastique des moyens pour l'École (postes supprimés, classes fermées, moyens pour l'école inclusive réduits)

Plutôt que de chercher à lutter contre une École déjà très inégalitaire, la solution proposée ici, c'est le retour à l'école du passé où le parcours scolaire de chaque enfant est déjà défini à l'entrée du collège puis avec une sélection pour accéder au lycée. Pour cela, à l'école primaire, les

programmes seront réécrits, les manuels scolaires labellisés et leurs utilisations davantage contrôlées. Le lycée professionnel est aussi profondément transformé (170 heures en moins sur 3 ans)

Ces mesures, en rupture totale avec le principe d'égalité dans l'éducation, sont directement reprises des programmes des groupes néo-fascistes, Reconquête et le Rassemblement National.

Tri social, tri scolaire : c'est non !

Les mobilisations face à une telle régression s'enracinent localement : En Seine Saint Denis, 6^{ème} semaine de grève contre « le choc des savoirs » et l'état de délabrement des locaux scolaires, grève nationale du 2 avril largement suivie dans les collèges, multiples initiatives décidées par les AG (Nuit des Écoles, collèges et INSPÉ occupés...). Les fortes mobilisations des parents d'élèves donnent une tournure inédite au mouvement : pétition nationale, « collèges déserts », manifestations le week end. Des réunions publiques se tiennent autour du thème « quelle École voulons nous ? ». Des pas supplémentaires dans le rapport de force pourraient être franchis avec l'organisation de manifestation régionales ou nationale à Paris. Un mouvement de fond se constitue pour en finir avec cette contre-réforme et obtenir des postes et des moyens pour une école publique de l'égalité et émancipatrice.

17 Avril : journée des prisonnier-es politiques palestinien-nes

Les autorités israéliennes utilisent **deux méthodes d'incarcération** : la **première** consiste à arrêter, juger et condamner le ou la suspect-e; la **seconde**, c'est la « détention administrative » contraire aux conventions internationales, qui permet d'incarcérer un individu sans procès, sur la base d'une « intention », durant six mois, renouvelables à l'infini et selon des accusations secrètes.

Selon [ADDAMEER](#) (organisation palestinienne de défense des droits des prisonnier-es), il y avait au 05 Mars 2024 :

[lire la suite au verso](#)

RENCONTRE DE BARCELONE : POUR UNE AUTRE EUROPE

A l'invitation de « Anticapitalistas » et de la CUP (*Candidatura d'Unitat Popular*) se sont retrouvées à Barcelone le 03 février une quinzaine d'organisations de la gauche radicale et de mouvements alternatifs d'Europe dont pour la France, le NPA, la GES et ENSEMBLE !

Un constat partagé

Deux tables rondes « L'Écosocialisme pour une Europe en feu » et « Contre la remilitarisation, pour une Europe des peuples » ont permis un constat partagé quant à l'impasse mortifère du modèle de l'Europe néolibérale austéritaire, productiviste, autoritaire et militariste ; de cette Europe forteresse aux politiques migratoires discriminatoires et criminelles. Des campagnes communes, des mobilisations nationales et Européennes sont d'ores et déjà possibles et nécessaires pour s'opposer à ces politiques réactionnaires et enrayer la montée de l'extrême-droite.

Comme la campagne actuelle pour la Palestine, et contre le processus génocidaire à Gaza.

Des questions à discuter

Nous avons porté le débat sur la question de la guerre en Ukraine et de l'enjeu du soutien armé et non armé à la résistance du peuple ukrainien à partir notamment du Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine car il y a des divergences à discuter. Un débat sur les différents impérialismes est nécessaire car l'ennemi à combattre n'est pas pour nous le seul impérialisme occidental (États-Unis, Européen...) à combattre également bien sûr. Nous avons informé de la création récente de « L'Alliance de la gauche verte d'Europe centrale et orientale » (CEEGLA)* et nous avons proposé de les rencontrer.

Une nouvelle rencontre

Nous avons informé de notre document « Une Alternative pour l'Europe : quelques questions et éléments de réponse » que nous versons au débat.

Oui, il faut une nouvelle construction européenne, sociale, écologique et démocratique. Oui, ouvrons un espace pour de nouvelles rencontres de ce type. C'est ce qui est ressorti du 2^{ème} temps de la « Trobada » (rencontre), autour de la proposition d'une 2^{ème} rencontre à l'automne à Paris. Nous sommes disponibles pour en discuter avec le NPA et la GES, les organisations du CEEGLA et au-delà. Nous sommes pour poursuivre ces échanges européens, notamment avec nos camarades de la CUP et aussi avec « Anticapitalistas » avec qui nous avons déjà participé à nos universités respectives.

Armand Creus, le 07/04/2024

* CEEGLA: regroupe des organisation de République Tchèque, Roumanie, Lituanie, Pologne, Hongrie, Ukraine.

17 Avril : journée des prisonnier-es politiques palestinien-nes (suite)

9 100 prisonnier-es politiques palestinien-nes incarcéré-es dans les prisons israéliennes,

3 558 en détention administrative,

200 enfants, **62** femmes, **18** membres du parlement,

40% d'hommes palestiniens ont été emprisonnés depuis 1967,

99% des prévenus palestiniens sont déclarés coupables,

12 ans est l'âge à partir duquel un Palestinien peut être incarcéré.

Depuis le 7 octobre, l'armée israélienne a intensifié ses opérations militaires dans toute la Cisjordanie et accéléré ses incursions et ses raids dans les villages et les camps, faisant des centaines de victimes et des milliers de détenu-es. Leur nombre ne cesse d'augmenter. Les arrestations et perquisitions sont marquées par un harcèlement généralisé, des passages à tabac violents, des menaces contre les détenu-es et leurs familles, destructions généralisées des maisons des citoyen-nes...

Une détenue palestinienne libérée le 25 Novembre dans le cadre de l'accord d'échange entre otages israélien-nes et prisonnier-es palestinien-nes témoigne de l'horreur des prisons israéliennes : les prisonnières souffrent de faim, de soif, des coups et d'humiliation, la majorité d'entre elles ont été fouillées à nu et menacées de viols. Ces violences et notamment le harcèlement sexuel se sont amplifiées depuis le 7 octobre.

Pour illustrer concrètement ce texte, vous pouvez consulter, sur notre site, [l'histoire de Yousef](#).

Equipe d'Animation de la commission Palestine/Israël



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

